

Fonction publique, services publics ... tout fout l'camp !

Le dernier jour de feu l'hiver, la fonction publique était en grève et manifestait. Les conditions de travail déplorables, les salaires toujours trop bas, les recrutements insuffisants et faits n'importe comment, étaient les revendications principales portées par les enseignants et les professionnels de santé qui formaient le gros des troupes des mécontents. D'autres manifestations sont prévues, en particulier celle des retraités le 26 mars prochain. Le gouvernement actuel de la France, acquis tout entier au libéralisme économique, *i.e.* le capitalisme, ne se préoccupe pas de ce qui est la substantifique moelle d'une République démocratique et sociale : **la redistribution équitable par l'État du fruit des richesses produites par le travail de tous au profit de tous et pour tous**. Mais notre Gaby s'en moque pas mal ! Il ne lui viendrait pas à l'esprit que réduire la plus-value capitaliste à un pourcentage raisonnable serait une bonne chose et pour les salariés du privé et pour l'État lui-même : **il compte, au contraire, sur l'inflation pour augmenter la part de la TVA dans le paiement de l'impôt** oubliant que le renchérissement de la vie pèsera sur les investissements futurs de l'État ...

La dette de la France, publique - et privée - est colossale, plus de 3000 milliards d'euros, et a été aggravée par le « *quoiqu'il en coûte* » du chef de l'Etat pendant la pandémie du covid. La France compte plus d'habitants en 2024 qu'il y a vingt ans voire dix ans, et cela explique, en partie, la dette en nette augmentation. Mais **l'inflation a du bon : elle érode les remboursements de la dette !** Toujours est-il que le gouvernement a décidé de réduire de 10 milliards ses dépenses pour l'année en cours ; les dépenses militaires étant à la hausse, **ce sont les services publics qui vont trinquer** : transports ferroviaires, éducation nationale, hôpital public, justice ... La croissance économique est mal partie, puisqu'il était prévu qu'elle baisse en 2024 par rapport à 2023, et même au dessous de 1,9 % envisagé en début d'année ... Donc, **les académies rendront des postes, les hôpitaux vont manquer encore de plus de soignants et la SNCF, déjà démantibulée, deviendra un service régional voire départemental ... et de plus en plus privé !** La poste n'existe déjà plus et « Amazon » a pris sa place ... Malheureux pays où les dirigeants autoritaires ne savent plus ce qu'ils ont à faire pour leurs concitoyens et donnent des ordres contradictoires pour faire respecter ce qu'ils méprisent pour eux-mêmes !

Les cyberattaques ajoutent à la débandade ... Un jour, ce sont les hôpitaux qui sont menacés ; le jour suivant, le monde de l'ex-pôle emploi, puis les établissements scolaires : **la cybernétique dévoyée est d'abord terroriste, puis elle devient l'apanage des gangs rançonneurs des populations !** On parle de la crise d'autorité ... Les hommes (et les femmes aussi, bien entendu ...) politiques qui menacent leurs concitoyens de représailles en tout genre, sont des benêts qui ne savent où donner de la tête devant la cybercriminalité. Il serait grand temps qu'ils dégagent, **qu'ils laissent les citoyens se ressaisir de leurs droits et de leurs devoirs et rétablir la République démocratique, sociale et laïque qui seule garantit la concorde politique et rétablit la paix entre les nations.** Alors du balai ! ...

Elémentaire, mon cher Watson !

Capitalismus delendus est.